

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.



85/36

Réponse du gouvernement du Canada à propos du rapport de la Société royale du Canada sur les conséquences environnementales d'une guerre nucléaire, déposée à la chambre des Communes par le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, le Très honorable Joe Clark

OTTAWA

Le 27 juin 1985

En février, le ministre de l'Environnement, a reçu de la Société royale du Canada un rapport sur les conséquences environnementales d'une guerre nucléaire. La suivante est la réponse du gouvernement à l'endroit de ce rapport.

La Société royale s'est penchée sur la possibilité d'un hiver nucléaire et sur ses conséquences pour le Canada. Les conclusions de l'étude concordent fondamentalement avec celles d'autres organismes scientifiques, notamment l'Académie des sciences de Suède et la National Academy of Sciences des Etats-Unis. La première conclusion est qu'il y aurait, à la suite d'un conflit nucléaire, une chute importante de la température sur l'ensemble de la planète. Ce phénomène, qu'on appelle l'hiver nucléaire, est produit par la fumée et la poussière empêchant l'énergie solaire de parvenir jusqu'au sol.

La Société royale formule un certain nombre de recommandations et demande qu'on fasse davantage de recherches afin de réduire les incertitudes scientifiques actuelles entourant l'hypothèse de l'hiver nucléaire. Ces incertitudes touchent, par exemple, la quantité de fumée qu'engendrerait l'incendie des forêts et des villes; la façon dont cette fumée serait répartie dans l'atmosphère; l'ampleur de la chute des températures en surface et, question très importante, l'influence de ces facteurs sur l'agriculture, le bétail et le poisson, les autres espèces et, évidemment, la survie de l'humanité.

En règle générale, le gouvernement estime l'hypothèse de l'hiver nucléaire scientifiquement crédible, bien qu'il existe des incertitudes graves sur son ampleur et

sa durée. Certaines des incertitudes scientifiques peuvent être éliminées en continuant la recherche, dans le cadre des programmes actuels.

Le gouvernement partage l'avis de la Société royale voulant que toute étude canadienne sur l'hiver nucléaire soit vraiment coordonnée aux efforts déployés dans ce domaine par d'autres pays. Pour cette raison, le gouvernement compte transmettre des exemplaires du rapport aux Nations-Unies, conformément à la résolution 39-148F adoptée au cours de la 39e séance de l'Assemblée générale des Nations-Unies. Au cours de la dernière séance de l'Assemblée générale, le Canada a souligné l'importance, pour les nations, d'étudier le phénomène et de rapporter leurs conclusions à l'ONU, à titre d'effort international pour réduire la possibilité d'une guerre nucléaire. La présentation du rapport de la Société royale aux Nations-Unies sera utile, car elle représentera l'effort du Canada visant à faire en sorte que tous les pays reconnaissent qu'en cas de guerre nucléaire, il n'y aurait que des perdants.

Cependant, la Société royale partage l'hypothèse de la défense civile voulant qu'il y ait des survivants. C'est un devoir humanitaire du gouvernement que de disposer au moins de plans modestes afin d'augmenter le nombre de survivants éventuels. Dans ses plans actuels, la défense civile s'est concentrée sur les problèmes reliés à la survie à brève échéance. L'hypothèse de l'hiver nucléaire transpose le problème sur une plus longue période et le gouvernement accepte la recommandation de la Société royale voulant que soient réexaminés nos préparatifs pour la période suivant une attaque nucléaire, y compris les conséquences pour l'agriculture, les transports, les communications et les conditions générales de vie.

Par delà sa nature scientifique, le rapport de la Société royale comporte aussi des implications en matière de sécurité nationale. Il est clair qu'un conflit nucléaire serait catastrophique. Cela renforce notre intime conviction qu'il faut empêcher toute guerre nucléaire. En conséquence, le gouvernement continue d'appuyer l'OTAN et sa politique de dissuasion, qui a garanti notre sécurité depuis plus de 35 ans. Nos adversaires doivent comprendre qu'aucune guerre nucléaire ne peut être remportée dans le sens habituel que l'on donne au mot victoire. Il s'ensuit donc que nous devons continuer à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour décourager la moindre velléité de guerre.

A cet égard, le Canada continuera d'attribuer la priorité à sa participation aux instances multilatérales de contrôle des armements, notamment Genève, Stockholm et Vienne, dans lesquelles il négocie directement. En même temps, le Canada a salué la reprise des négociations soviéto-états-uniennes de Genève et appuie les Etats-Unis d'Amérique dans leurs efforts pour établir des rapports stratégiques plus stables, en maintenant le plus bas possible l'équilibre des armements nucléaires.

En terminant, le gouvernement fédéral voudrait adresser ses remerciements à la Société royale du Canada et à son comité de spécialistes qui a préparé ce rapport. Ils ont réalisé un document unique et permis de mieux comprendre les implications éventuelles d'une guerre nucléaire pour le Canada.